

A close-up portrait of Julien Lauprêtre, an elderly man with white hair, wearing a dark suit, white shirt, and a patterned tie. He is looking slightly to the right of the camera with a serious expression. The background is a soft, out-of-focus orange-brown color.

Julien Lauprêtre

Président du Secours populaire français
Grand officier de la Légion d'honneur

Martin Bureau/AFP

Julien Lauprêtre, Président du Secours populaire français. Engagé, convaincu, chaleureux, fraternel, un homme de notre temps.

Né le 26 janvier 1926 au 28 de la rue Érard, Paris 12^e, Julien Lauprêtre, fils unique, passe son enfance dans ce quartier populaire.

Ses parents viennent de province et sont « montés à la capitale pour trouver du travail » selon leurs termes. Son père, Jean Lauprêtre, né en Saône-et-Loire, est cheminot, militant syndical à la CGT et membre du Parti communiste. Son engagement militant de tous les jours a pris racine dans les tranchées de la Première Guerre mondiale, puis dans les marches des chômeurs, dans les manifestations de 1934 contre les ligues fascistes, pour le Front populaire en 1936. Résistant des premiers jours contre l'occupant nazi, conseiller municipal communiste de Paris et conseiller général de la Seine dès la Libération, son exemple a marqué l'enfance et l'adolescence de Julien Lauprêtre et a contribué à ses choix d'homme. Une

place de Paris, derrière la Gare de Lyon où Jean Lauprêtre a été cheminot, porte aujourd'hui son nom. Sa mère, née dans le Doubs, de santé fragile toute sa vie, a travaillé dans les conserveries de poisson Amieux.

Après avoir passé son certificat d'études en 1940, il devient tailleur de glace et travaille jusqu'en 1951, dans différentes usines de miroiterie. Parallèlement, pendant la guerre, il monte avec deux amis un petit groupe de résistance qui intégrera plus tard le réseau clandestin des Jeunesses communistes.

En 1943, il est arrêté sur dénonciation et emmené à la Préfecture de Police de Paris par la sinistre Brigade spéciale. Au cours de sa détention, il est mis en cellule avec les résistants de la Main d'œuvre ouvrière immigrée (MOI), connus comme ceux de l'Affiche rouge. Sa rencontre avec Missak Manouchian le marque pour la vie, il a 17 ans. Transféré à la prison de la Santé, il y passe 4 mois, il est libéré sous contrôle judiciaire et

requis pour le STO (Service du travail obligatoire). Il refuse cette réquisition qui le conduirait en Allemagne et se cache chez sa tante à Lyon. En avril 1944, il est nommé responsable national des Jeunesses communistes, toujours clandestin, il revient à Paris pour participer activement à sa libération. En 1945, il est appelé au service militaire et l'effectue en Alsace comme moniteur de sport. Il épouse en août 1947 Jeannette Antoine, rencontrée quand ils avaient tous deux 10 ans, à l'été 1936 sur l'île de Ré dans la colonie du Secours ouvrier international qui accueillait déjà des réfugiés espagnols, allemands et italiens. Jeannette Lauprêtre est couturière dans des maisons de haute couture et milite à l'Union des jeunes filles de France, puis au Parti communiste avec la conviction de la nécessité de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes. Elle soutient sans faillir, les bons comme plus souvent les mauvais jours, son mari dans ses choix militants. Elle décède en 2012. Leur premier enfant, Jean-Claude, naît en 1948, suivi de trois filles : Françoise et Josette, jumelles nées en 1950, et Denise, née en 1956.

En 1951, Julien Lauprêtre devient secrétaire du député communiste de la Seine Raymond Guyot.

En 1954, il est recruté par Pierre Eloire, secrétaire général du SPF, comme directeur administratif. Au décès de celui-ci, en 1955, il est élu Secrétaire général au congrès de Gennevilliers et réélu depuis sans discontinuer.

Dès son arrivée au SPF, sa préoccupation principale est d'ouvrir l'association à toute personne convaincue de la nécessité d'agir auprès des victimes de tous les drames humains sans plus se limiter aux seules victimes de la répression politique. La catastrophe de Malpasset, en 1959, un barrage rompu qui dévaste la ville de Fréjus faisant 405 victimes et 7 000 sinistrés, est l'événement décisif de ce changement d'orientation.

Julien Lauprêtre avec Claudius Chêne et Daniel Assalit investissent totalement le Secours populaire dans l'aide aux victimes de ce drame en demandant au Maire, sans se préoccuper de son étiquette politique, d'ouvrir la mairie pour recevoir la solidarité matérielle destinée à la population,

ce que le Maire accepte. Les camions porteurs de la solidarité populaire affluent et des centaines de personnes sont secourues. Le Parti communiste français appelle à soutenir la démarche, « Le tournant en direction des actions de solidarité contre la pauvreté et la misère était pris »¹.

Julien Lauprêtre fait sien le mot d'ordre « Tout ce qui est humain est nôtre » du Secours populaire des origines et ouvre le Secours populaire à des personnes venant d'autres milieux. Cette conception novatrice permet la rencontre avec de nouveaux acteurs engagés ou non, favorise la mise en confiance et l'action convergente au service d'objectifs communs. Cette démarche illustre parfaitement ce tournant et ce mot d'ordre adopté par tous est inscrit dès l'article 1 des statuts de l'association en qualité de devise du mouvement. Au cours de ces décennies et des suivantes, l'aide aux victimes de l'arbitraire continue. En France, au Vietnam et en Algérie, le Secours populaire apporte son aide aux personnes qui sont emprisonnées comme à leurs familles. Julien Lauprêtre, Maîtres Pierre Kaldor et Pierre Brandon mettent en place un pont aérien des avocats qui vont défendre en Algérie, les Algériens emprisonnés et assistent juridiquement les appelés qui refusent, au nom de leur conscience, de servir en Algérie, y compris en se couchant sur les rails. En Espagne, le Secours populaire français continue de soutenir les victimes du franquisme, dans la continuité de l'action conduite pendant les internements à Gurs et Argelès et plus tard dans les déportations en Corse et dans le désert saharien. Le 20 avril 1963, à la veille de l'exécution de Julian Grimau, dirigeant communiste espagnol, aux côtés de sa femme, Angela Grimau, Julien Lauprêtre passe la dernière nuit avant l'exécution à téléphoner à l'Élysée, au pape, au gouvernement britannique, au président des États-Unis, en vain. Pendant la période des colonels en Grèce, comme celle du Chili de Pinochet, Julien Lauprêtre fait appel à tous les gens de cœur, de tous les milieux, notamment dans les milieux artistiques et culturels, de M. Theodorakis, M. Mercouri aux Quilapayun pour rassembler des fonds et aider les emprisonnés et leurs familles. Il est entendu par des amis des milieux chrétiens et ouvre la direction nationale du SPF à l'Abbé Chenel, puis Léon Dujardin, André Pinatel, le Pasteur Parmentier,

¹*Nos vies s'appellent solidarités.* Julien Lauprêtre. Ed. Geai bleu, 2001

puis Pierre Kneubühler et plus tard Corinne Akli. Il recherche des personnes bien ancrées dans leur milieu spécifique qui peuvent contribuer à la démarche de solidarité sans exclusion.

Sans discontinuer, Julien Lauprêtre a recherché et cherche sans relâche de nouvelles personnes dont il espère qu'elles pourront devenir des dirigeants et dirigeantes, y compris dans la jeunesse, celle des lycées, des IUT, des universités. Il les recherche dans toute la France, s'enquérant de celles et ceux qui animent et agissent dans la vie sociale des quartiers et des entreprises. Il les rencontre et échange et l'accroche fonctionne souvent.

Il les propose à l'élection des congrès du SPF en leur faisant confiance, en appelant leur attention sur la responsabilité dont il les charge au nom du Secours populaire et en insistant sur la nécessaire modestie à conserver, disant souvent aux jeunes promus qu'une instance est aussi un lieu de formation, d'écoute, d'échange et de co-construction. De cette confiance a découlé une attention grandissante de la puissance publique française.

Ainsi, concernant le Chili, cette attention a permis la mise en confiance de nouveaux partenaires, y compris au niveau ministériel, tout comme au Vatican où la Caritas allemande prend la suite du Vicariat de la Solidarité vilipendé par Pinochet et ses hommes. Ce soutien va permettre de livrer un bateau entier de dons pour les familles d'emprisonnés.

Pendant la guerre au Vietnam, puis au Cambodge, Julien Lauprêtre avec les premiers médecins du Secours populaire qui n'ont pas encore pris ce nom, les docteurs Follezou, Béréziat, Chambaz, Feuillhade... contribuent à financer l'envoi de nombreuses ambulances aux Vietnamiens, à mener campagne pour faire libérer de prison deux coopérateurs français, Pierre Debris et André Menras.

Le Vietnam libéré, ils mettent en place les bases de ce que seront les premiers centres de santé communautaires avec le docteur Hoa et financent le premier incinérateur de déchets médicaux souillés de l'hôpital de Hanoï.

Julien Lauprêtre se rend au Cambodge avec Paulette Roy pour témoigner de la solidarité du SPF après les massacres orchestrés par les Khmers rouges et lancer à son retour un appel à la solidarité financière.

Dans son entretien accordé pour le livre « Nos vies s'appellent solidarités », Julien Lauprêtre rappelle ses convictions et les orientations de l'association : « Pour nous, l'aide aux victimes des dictatures, le soutien à ceux qui combattent pour la liberté, la démocratie et la justice font profondément partie de la culture de notre association. Y renoncer serait perdre une partie de notre âme, un fragment de nous-mêmes. Peut-on espérer que les hommes prennent leur destin en main s'ils n'ont pas un maximum de liberté ? ».

En 1963, toujours sous son impulsion, le Secours populaire français organise les premières grandes campagnes de départs en vacances pour les enfants qui seront plus tard illustrées par ce slogan : « Les vacances ce n'est pas du luxe ! ». La première campagne vacances de cette même année porte l'accent sur les enfants de mineurs dont les parents viennent de vivre une longue grève à l'occasion de laquelle le SPF a largement collecté de l'argent dans le pays. L'accent sera mis de nouveau sur les enfants de mineurs en 1974, après la catastrophe de Liévin.

Ces campagnes vacances, dans le droit fil des premières vacances du Front populaire sont toujours au cœur du Secours populaire d'aujourd'hui. Elles se sont élargies à l'envoi d'enfants en familles de vacances en Hollande et en Suisse, comme en France.

En 1967, Julien Lauprêtre rend concrète la reconnaissance officielle des bénévoles. À la carte remise à tout donateur s'ajoute la carte de collecteur officiel remise à toute personne faisant plus que son don personnel. Congrès après congrès, il promeut la décentralisation organisée de l'association. Cette politique favorise la déclaration d'une fédération à laquelle sont agrégés les comités locaux, les uns et les autres disposant de la personnalité morale. Cette structuration permet au SPF de conjuguer représentativité locale avec unité du mouvement.

Au début des années 1970, écœuré par les destructions des produits agricoles dont la mise sur le marché provoquerait parait-il la baisse des prix, il obtient que le SPF puisse récupérer les surproductions des coopératives agricoles pour les redistribuer aux plus pauvres. L'aide alimentaire se structure au travers de la création de permanences d'accueil, de solidarité et de relais-santé dans les Comités et les fédérations qui accueillent les personnes démunies. L'impact de cette mobilisation va permettre l'ouverture des frigos de l'Union européenne et le Secours populaire, avec l'aide de Coluche, obtient après 1984 la mise à disposition des surplus européens congelés dans des silos. Lui succèdera le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) au titre de la politique agricole commune aujourd'hui appelé Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD). Ces mêmes années, l'association mène campagne pour l'accueil en France des familles chiliennes, comme des familles grecques chassées par les dictatures. Julien Lauprêtre saura y associer largement la solidarité de nouvelles personnalités et acteurs-actrices du monde culturel, avec lesquels Léon Dujardin parviendra à réaliser le disque pour le Chili. Sa diffusion à des centaines de milliers d'exemplaires permettra de dégager des fonds pour concrétiser la solidarité auprès de ceux qui sont arrivés en France démunis de tout.

Pendant la même période, une terrible famine frappe l'Afrique sahélienne. Dès 1976, Julien Lauprêtre lance notamment dans la jeunesse et dans le mouvement étudiant une campagne pour collecter des fonds permettant de soutenir les populations frappées par la famine, en Haute-Volta, qui deviendra le Burkina Faso. Cette campagne, sous forme de vente de croissants dans les immeubles permet de sensibiliser la population mais aussi de récolter des fonds pour forer des puits et enfin envoyer des semences tropicalisées qui permettront aux maîtres d'école de planter à côté de leur école les aliments qui permettront de ne plus se limiter au mil et au sorgho. Le Secours populaire œuvre avec des partenaires sur place, des écoles et des communautés paysannes. C'est le début d'un travail commun qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui. Il est ainsi démontré qu'il n'y a pas lieu « de faire à la place de », d'envoyer des personnes qui font, mais de faire appel sur place à ceux qui savent

faire et ont seulement besoin d'un soutien financier pour agir.

À partir de 1976, la guerre se déroule au Liban et des amis libanais médecins décident de créer le Secours populaire libanais en demandant à Julien Lauprêtre son accord. Dès lors que ces médecins s'engagent à respecter l'éthique du Secours populaire, l'accord leur est donné et l'association pendant des décennies œuvre sur place à aider médicalement et socialement ceux qui subissent les effets de la guerre. La situation mouvante et compliquée du Proche et Moyen-Orient font évoluer les associations. Aujourd'hui la solidarité continue de se déployer au Liban avec une nouvelle association qui met en œuvre une démarche proche de celle du Secours populaire français. Julien Lauprêtre est allé sur place à de nombreuses reprises, y compris il y a peu de temps pour inaugurer le village 'copain du Monde' de Jezzine auquel se sont agrégés deux autres villages à Benwati et à Saida.

Au cours de ces deux décennies, Julien Lauprêtre développe l'audience de l'association en organisant d'importantes manifestations de solidarité de la « Journée des oubliés des vacances », des « Pères Noël verts », qui seront et sont largement relayées dans les médias. Cette démarche concrétise la traduction de la solidarité en actes. Il ajoute et convainc que, pour mobiliser les ressources nécessaires et jouer un rôle d'aiguillon des pouvoirs publics, il est indispensable de créer des temps forts et des campagnes. Ces temps forts et ces campagnes sont aujourd'hui décentralisés et proches des citoyens.

Au cours des années 1980, des catastrophes naturelles comme le tremblement de terre d'El Asnam en Algérie, puis à Mexico au Mexique vont conduire Julien Lauprêtre, avec le soutien du docteur Chantal Feuillhade, puis du docteur Jacqueline de Chambrun à créer les « Médecins du SPF » regroupant des professionnels de la santé afin de solliciter leurs compétences pour rendre la solidarité encore plus efficace.

Un nouveau tournant de l'ouverture du Secours populaire se produit au début des années 80 avec la naissance du journal Convergence qui succède

à La Défense et la création d'un nouveau logo, la main ailée, réalisé par le collectif de graphistes « Grapus ».

C'est au congrès suivant, à Nice en 1983, que Julien Lauprêtre impulse une démarche de mise en mouvement des milieux sportifs, culturels et artistiques au travers du « réinventer la solidarité » qui mobilise le plus grand nombre de personnes dans les collectes et initiatives populaires et renforce le caractère généraliste des actions de solidarité : visites de musée, présence de jeunes dans les manifestations sportives y compris lors des Jeux olympiques.

En 1983, à la demande du docteur Ahmed Hamzeh, médecin palestinien d'Hébron, Julien Lauprêtre, décide d'envoyer une délégation dans les territoires occupés pour comprendre ce qui s'y passe et voir comment fonctionne l'association du Secours médical palestinien. Au retour de la délégation du docteur Zucman et d'Henriette Steinberg, le travail de l'association œuvrant sur place est évalué d'une telle qualité que la solidarité se met en place et se poursuit encore aujourd'hui.

En 1983 toujours, le Secours populaire français sollicite et obtient l'agrément d'éducation populaire. La même année, Julien Lauprêtre, après des mois de discussion au sein des instances de l'association sur la pertinence de la démarche et un travail considérable pour adapter les statuts de 1946 à la réglementation des années 1980, fait adopter en congrès la demande de « reconnaissance d'utilité publique » et la modification des statuts en conséquence. L'obligation de création d'un conseil d'administration conduit à élire un président, ce sera Julien Lauprêtre. Cette reconnaissance est publiée au Journal Officiel en 1985 dénommant l'association nationale du Secours populaire français comme étant un « Établissement reconnu d'utilité publique ».

Sous son impulsion, en prenant appui sur l'adoption de la Convention internationale des droits de l'enfant en 1989, sont menées des actions éducatives. Le Secours populaire français est reconnu « association complémentaire de l'enseignement public ».

Dans le même temps, Julien Lauprêtre impulse la campagne des « Nouveaux cahiers de doléances » qui, diffusés dans toute la France, font remonter les difficultés de la population au cours de l'année du bicentenaire de la Révolution française. À l'occasion de la présentation de la publication de ces cahiers en congrès, il invite pour la première fois les grands mouvements de solidarité de toute obédience qui œuvrent dans le pays et en Europe. Cette démarche permet aux uns et aux autres de marquer leur spécificité et de montrer concrètement ce que favorise l'indépendance.

En 1991, Julien Lauprêtre présente à l'UNESCO, en présence de jeunes européens, le lancement du réseau européen d'action sociale (ESAN) dont le Secours populaire français est co-fondateur avec la Fondation de France, l'UNIOPSS, des associations belges, anglaises et allemandes. Ce réseau se propose d'exercer son lobbying auprès de la Commission européenne de sorte que les associations fondatrices et celles qui adhéreront sachent à l'avance ce que la Commission veut présenter concernant les populations en difficultés, avant que les textes ne soient adoptés et transcrits dans les législations des différents pays. Ce réseau a fonctionné avec des hauts et des bas, il est aujourd'hui relancé et se propose d'établir le lien entre étudiants et jeunes travailleurs pauvres des différents pays d'Europe pour examiner ensemble comment peser sur les décisions et améliorer leur situation. Cette même année, le Secours populaire organise une « Journée des oubliés des vacances européennes » avec 1 000 enfants du continent rassemblés sur le parvis de l'Arche de la fraternité dans le quartier de La Défense.

Toujours en 1991, le Secours populaire est reconnu Grande cause nationale avec sa campagne « agir pour réagir ».

En 1992, le mouvement d'enfant 'copain du Monde' est créé, rassemblant des enfants qui souhaitent pratiquer la solidarité en France et dans le monde. En 1995, sous l'impulsion de Julien Lauprêtre, grâce à sa volonté de travail et en partenariat avec les entreprises, naissent les premiers « libre-service de la solidarité » : au lieu de recevoir des paniers de produits alimentaires composés par les bénévoles, les personnes aidées

peuvent désormais choisir, comme tout un chacun, les aliments dont elles ont besoin. Ce dispositif respecte les personnes et préserve leur liberté de choix. Quelle que soit la situation des personnes, elles sont invitées à contribuer, sous la forme de leur choix, au soutien des missions du Secours populaire français, en France, en Europe et dans le monde. De cette initiative, conjugée avec les partenaires Disneyland Paris, Courte-Paille, Carrefour... nait en février 2012 le Club des partenaires solidaires. Julien Lauprêtre, dans sa conception de la confiance et du rôle d'acteur de la solidarité de tous, propose à l'association de préférer le statut de partenaire à celui retenu habituellement de mécènes.

En 2000, une grande journée rassemble 60 000 enfants venus de tous les départements de France pour une visite festive de Paris et une grande initiative de soutien aux enfants victimes du SIDA dans le monde. C'est au Stade de France que Zinedine Zidane, Ronaldo, Nagui et Julien Lauprêtre les accueillent pour clore cette manifestation. Cette initiative sera renouvelée en 2005, 2010 et 2015 avec l'invitation d'enfants de 60 pays, visant ainsi à « mondialiser la solidarité ».

En 2003, fort du slogan dynamique et novateur « Avec le Secours populaire français, la culture ça change ta vie », Julien Lauprêtre invite à s'adresser à chaque citoyen, victime de l'exclusion, pour contribuer à l'aider lui et sa famille, à trouver l'ouverture vers la culture à laquelle il a droit, comme chacun de ses compatriotes.

En 2004 puis en 2012, il engage toute l'association dans la bataille pour le maintien du Programme Européen d'Aide alimentaire aux plus démunis (PEAD) avec la Fédération française des Banques alimentaires, la Croix-Rouge française, les Restaurants du cœur au travers de la campagne « Air Food – assiettes vides », concept proposé par les Restos du cœur. La campagne est un succès. L'ensemble des groupes parlementaires français vote en faveur du maintien du programme et l'Europe préserve l'essentiel du dispositif.

Il célèbre, en 2015, les 70 ans du Secours populaire français. A cette occasion, le 19 août, à Paris, après avoir découvert les lieux historiques et

touristiques de la capitale, 70 000 enfants oubliés des vacances et leurs amis de 70 pays assistent et participent à un concert au pied de la tour Eiffel.

Il promeut le concept de village 'copain du Monde', qui débute par un village à Echandelys, et associe des enfants du Puy-de-Dôme à des enfants venus d'autres pays du monde. Ce village sera suivi de celui de Gravelines conçu avec les Eclaireurs de France qui reçoit à son tour des enfants de pays plus nombreux encore pour une quinzaine de jours de partage de culture et d'élaboration commune d'un programme de solidarité, sur place, comme au retour dans leur pays dont ils sont les ambassadeurs... Ce sont aujourd'hui plus d'une quinzaine de villages 'copain du Monde' en France métropolitaine, 5 villages en Guadeloupe et Guyane, et plus de vingt dans d'autres pays notamment européens. Dans ces mêmes périodes, catastrophes et conflits se sont multipliés. Sans s'écouter, ni écouter parfois son entourage, Julien Lauprêtre s'est rendu sur place, accompagné de dirigeants et animateurs nationaux du Secours populaire français en Algérie, au Maroc, dans le Rif après de terribles coulées de boue, en Indonésie, au Sri Lanka, en Inde, après le tsunami de 2004, en Chine après le tremblement de terre du Sichuan, en Haïti, au Japon avec la triple catastrophe, tremblement de terre, tsunami et accident nucléaire. Il a largement développé devant tous les interlocuteurs que le soutien populaire est indispensable, que le pays soit « riche » ou « pauvre ».

Devant l'horreur, la solidarité humaine fait sens et soutient bien au-delà du soutien matériel, même s'il est indispensable. Cette solidarité reconforte, que ce soit à Houston, en Louisiane, à New-York, à Port-au-Prince ou à Saint-Martin. Julien Lauprêtre a convaincu ensuite, et bien au-delà du Secours populaire français, du sens que prenait la présence de ces enfants, venant de ces terres frappées par le malheur, passer quelques jours avec leurs amis de France et du monde pour échanger, se ressourcer et tisser des liens dans les villages 'copain du Monde'. « Apprendre à s'aimer plutôt qu'à se fuir » est l'un de ses maîtres mots, bien compris par les enfants, eux qui auront à construire le monde de demain.

Depuis 2015 et le développement d'actes de violence de caractère raciste, antisémite, xénophobe, plus généralement de rejet de l'autre et des différences, Julien Lauprêtre encourage le développement de nouvelles initiatives généreuses. Il appelle médias et décideurs à valoriser les actes de solidarité plutôt que de se limiter à faire état des seuls actes délictueux. Ainsi contribue-t-il fortement à développer les villages 'copain du Monde' comme à valoriser toutes les actions qu'il assimile à des actes de « nouvelle résistance » en écho au programme du Conseil national de la Résistance

Diplôme

- Certificat d'études primaires

Profession

- Apprenti miroitier (1940-1943) ; tailleur de glace aux Miroiteries de la rue de la Forge royale, de la Cité industrielle puis de la rue du Rhin à Paris (1944-1951)

Dates

- 26 janvier 1926 : naissance à Paris
- Novembre 1943- Mars 1944 : arrestation pour propagande antinazie par les policiers des Brigades spéciales. A la Préfecture de police, il est emprisonné avec les membres de l'Affiche rouge - dont Missak Manouchian - qui seront fusillés au Mont Valérien le 21 février 1944
- 1947 : mariage avec Jeannette Antoine
- 1949-1950 : responsable national des Jeunes communistes
- De 1951 à 1953 : secrétaire du député de la Seine, Raymond Guyot
- 1954 : secrétaire administratif au Secours populaire français

qui se donnait pour titre « Les Jours Heureux ». Julien Lauprêtre est le porteur d'une histoire qui se confond avec celle du Secours populaire français. Sous son influence, l'association s'est ouverte à tous les horizons de pensée pour affirmer l'indépendance du Secours populaire français, promouvoir le respect et la dignité de chacune et chacun, peser sur les conséquences des drames, laissant à chacun sa liberté de pensée, agir comme aigillon des pouvoirs publics, en avocat et pas en procureur.

- De 1955 à 1958 : secrétaire général du Secours populaire français
- De 1958 à 1983 : secrétaire général faisant fonction de président du Secours populaire français
- Depuis 1983 : président du Secours populaire français
- De 1970 à 2000 : membre du Comité central du Parti communiste français

Distinctions

- 1986 : Chevalier de la Légion d'honneur
- 1998 : Officier de la Légion d'honneur
- 1999 : Officier de l'Ordre des Arts et des Lettres
- 2013 : Commandeur de la Légion d'honneur
- 2015 : Lauréat du Prix du rayonnement humanitaire
- 2016 : Médaille de la famille
- 2017 : Grand officier de la Légion d'honneur
- Officier de l'Ordre national du Burkina Faso